



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.398/4
du 18 mai 2020

advies 67.398/4
van 18 mei 2020

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale de pouvoirs
spéciaux n° 2020/024 'relatif à
l'organisation par procédés
numériques des procédures
relatives à la sélection interne
ou externe de personnel pour
les services publics, les
organismes et les autres entités
régionales'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering met bijzondere
machten nr. 2020/024
'betreffende de organisatie op
digitale wijze van de
procedures met betrekking tot
de interne en externe selectie
van het personeel voor de
diensten van de Regering, de
instellingen en andere
gewestelijke entiteiten'

Le 11 mai 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/024 'relatif à l'organisation par procédés numériques des procédures relatives à la sélection interne ou externe de personnel pour les services publics, les organismes et les autres entités régionales'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 18 mai 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 mai 2020.

*

Op 11 mei 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met bijzondere machten nr. 2020/024 'betreffende de organisatie op digitale wijze van de procedures met betrekking tot de interne en externe selectie van het personeel voor de diensten van de Regering, de instellingen en andere gewestelijke entiteiten'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 18 mei 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 mei 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de uitzonderlijke sanitaire crisis ten gevolge van Covid-19 die België momenteel doormaakt en de huidige en toekomstige maatregelen, waaronder de lockdown, die zijn genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken en die elke vorm van activiteit op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertragen en gevolgen hebben voor de goede werking van de verschillende openbare diensten en instellingen van openbaar nut.

Om zo goed als mogelijk de continuïteit van de openbare diensten tijdens de Covid-19 pandemie te garanderen, wordt er met dit voorontwerp van besluit voorgesteld om voor de interne administratieve procedures en de procedures met betrekking tot de interne en externe selectie van het personeel voor de Overheidsdiensten, de instellingen en de andere gewestelijke entiteiten op digitale wijze te organiseren ».

Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis doit être reproduite dans le préambule de l'arrêté.

En l'espèce, cette exigence n'est qu'imparfaitement respectée.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENT JURIDIQUE ¹

1. Le préambule du projet mentionne comme fondements légaux à la fois « notamment » l'article 40, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions

¹ Voir sur cette question, *mutatis mutandis*, l'avis n° 67.169/4 donné le 1^{er} avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté du 7 avril 2020 du Gouvernement de la Communauté française 'relatif au soutien des milieux d'accueil dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67169.pdf> ; l'avis n° 67.248/2 donné le 20 avril 2020 sur un projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux n° xx du Gouvernement wallon 'permettant de déroger aux règles et conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de 18 ans' ; l'avis n° 67.315/2 donné le 4 mai 2020 sur un projet d'arrêté royal n° XX 'suspendant temporairement, suite à la pandémie COVID-19, l'application de la condition selon laquelle la période d'incapacité de travail dans l'assurance indemnités en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants peut débuter, au plus tôt, à la date de la signature du certificat d'incapacité de travail' ; l'avis n° 67.341/4 donné le 7 mai 2020 sur un projet d'arrêté n° 2020/XXX du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux 'relatif au report des congés annuels de vacances non utilisés par les membres du personnel des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale suite à la pandémie du Covid-19'.

bruxelloises', et « notamment » l'article 2 de l'ordonnance du 19 mars 2020 'visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19'.

L'article 40, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 dispose :

« L'article 87 de la loi spéciale est applicable, moyennant les adaptations nécessaires, à la Région de Bruxelles-Capitale à partir du moment où le Gouvernement a repris les services et le personnel visés au § 2 du présent article »².

Par ailleurs, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale s'est vu octroyer par l'ordonnance du 19 mars 2020 des pouvoirs spéciaux dans le cadre de cette crise sanitaire.

L'article 2, § 1^{er}, de cette ordonnance est rédigé comme suit :

« Afin de permettre à la Région de Bruxelles-Capitale de réagir à la pandémie de COVID-19, le Gouvernement peut prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter d'urgence, sous peine de péril grave, toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences, notamment dans les domaines suivants :

[...]

– les mesures relatives à la fonction publique régionale ».

Un choix s'impose à l'auteur du projet quant au fondement légal sur la base duquel il entend adopter celui-ci.

2. En l'espèce, dès lors qu'aucune disposition législative n'est abrogée, modifiée, complétée ou remplacée par le projet à l'examen, le Gouvernement pourrait concevoir ce dernier comme une mise en œuvre exclusive de l'article 40, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989³.

Il apparaît cependant que telle n'est pas l'intention, comme cela ressort du fait que l'arrêté en projet est numéroté et intitulé « arrêté [...] de pouvoirs spéciaux ».

En outre, il apparaît que les formalités requises dans le cadre d'une mise en œuvre des habilitations ordinaires dont le Gouvernement dispose ne sont ni réalisées ni en cours de réalisation. Or, pour se dispenser de l'accomplissement des formalités préalables, compte tenu de l'article 2, § 4, de l'ordonnance du 19 mars 2020, il est effectivement requis que le Gouvernement fonde son action sur l'article 2, § 1^{er}, de cette ordonnance.

² L'article 87 de la loi spéciale étant l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', dont le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, dispose :

« [...] les Communautés et les Régions fixent les règles relatives au statut administratif et pécuniaire de leur personnel définitif, temporaire et auxiliaire, à l'exception des règles relatives aux pensions. En matière de pensions, leur personnel est soumis aux règles légales et statutaires applicables au personnel définitif, temporaire et auxiliaire de l'État ».

³ À compléter alors par l'ensemble des autres fondements légaux mis en œuvre, à trouver dans les différents textes législatifs relatifs aux ou créant les organismes d'intérêt public bruxellois dont les agents, sur la base d'une habilitation prévue dans ces textes, relèvent du champ d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'.

3. À la lumière de ces éléments et compte tenu de ce que le Gouvernement peut légitimement prendre un arrêté de pouvoirs spéciaux afin d'adopter les mesures envisagées en matière de fonction publique régionale, dès lors que l'article 2, § 1^{er}, 6^{ème} tiret, de l'ordonnance du 19 mars 2020 l'y habilite expressément, la section de législation considère que le projet d'arrêté trouve son fondement juridique exclusivement dans cette dernière disposition.

C'est en considération de ce seul fondement juridique que les observations qui suivent sont formulées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Compte tenu des observations formulées ci-avant sur le fondement juridique, il y a lieu d'omettre, d'une part, l'alinéa 1^{er} et, d'autre part, à l'alinéa 2 (devenant l'alinéa 1^{er}), le mot « notamment ».

2. Les alinéas 3 et 4 seront omis.

3. L'alinéa 5 sera scindé de manière à viser, dans deux alinéas distincts :

– d'une part, la motivation de l'urgence ;

– d'autre part, et ensuite, l'avis de la section de législation du Conseil d'État ; cet alinéa sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 67.398/4 du Conseil d'État donné le 18 mai 2020 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »⁴.

4. L'arrêté visé à l'alinéa 6 sera mentionné sous la forme d'un considérant.

5. Même si le projet ne déroge pas en soi aux règles relatives aux procédures et aux épreuves de sélection des agents statutaires ou contractuels des services publics régionaux de Bruxelles ou des organismes d'intérêt public bruxellois mais ne fait que prévoir une modalité d'organisation de ces procédures et épreuves, il est indiqué de viser dans des alinéas distincts, sous la forme d'un considérant, les arrêtés du Gouvernement de Bruxelles-Capitale applicables à ces agents, dès lors que ces derniers sont susceptibles de se voir appliquer, conformément au projet examiné, le recours à des procédés numériques dans le cadre d'une procédure ou d'une épreuve de sélection prévue par ces textes.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.2 et formule F 3-5-3.

Les arrêtés à mentionner sont les suivants ⁵ :

– l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' ;

– l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' ;

– l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale' ;

– l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles' ;

– l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 août 2017 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente' ⁶.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Au paragraphe 1^{er}, dès lors que le délégué du Ministre confirme que seules sont visées les procédures de sélection des services publics régionaux de Bruxelles et des organismes d'intérêt public qui relèvent de la Région de Bruxelles-Capitale, les mots « , les organismes et les autres entités régionales » seront remplacés par les mots « et pour les organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale ».

L'intitulé de l'arrêté en projet sera revu en ce même sens.

⁵ Voir l'observation particulière relative à l'article 1^{er} du projet.

⁶ Le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de Bruxelles-Capitale est en effet un organisme d'intérêt public bruxellois en vertu de l'article 3, § 1^{er}, de l'ordonnance du 19 juillet 1990 'portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale' et les agents opérationnels du SIAMU sont soumis à un statut qui diffère du statut auquel sont soumis les autres agents des organismes d'intérêt public bruxellois. Le projet doit alors indiquer qu'il est proposé et signé par le Ministre en charge de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente.

2. Le même paragraphe 1^{er}, prévoit que les procédures de sélection interne ou externe concernées par la procédure numérique qui peut être mise en place sont « notamment » les recrutements, les mutations et les promotions. L'emploi de l'adverbe « notamment » laisse entendre que d'autres types de procédure pourraient être concernés. Interrogé sur ce point, le délégué du Ministre a indiqué :

« D'autres types de procédure sont en effet concernés. Il s'agit de la mobilité intra-régionale et externe ».

Les procédures concernées par la possibilité d'être organisées de manière numérique doivent être visées de manière exhaustive dans le projet. Partant, au paragraphe 1^{er}, il convient d'omettre le mot « notamment » et de viser expressément, outre celles déjà indiquées, les procédures relatives à la mobilité intra-régionale et externe.

3. De l'accord du délégué du Ministre, l'article 1^{er}, § 2, 2^{ème} tiret, gagnerait à être complété en vue d'indiquer que le procédé technique auquel il est recouru doit être sécurisé, étant par ailleurs entendu que la disposition doit être comprise et appliquée en ce sens que les modalités d'organisation de la procédure, outre les garanties expressément envisagées *a minima* par le projet, devront également respecter l'ensemble des règles et principes de droit administratif propres à garantir le caractère objectif des épreuves organisées par la voie numérique.

Article 2

Le paragraphe 1^{er} précise

« Les procédures indiquées à l'article 1^{er} en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent se poursuivre sous forme numérique, sauf si un candidat ou le service chargé d'organiser la procédure ou l'épreuve le juge impossible ».

À la question de savoir s'il suffit à un candidat d'indiquer qu'il est impossible pour lui que la procédure soit poursuivie sous forme numérique, pour que celle-ci étant une procédure de sélection en cours, soit suspendue dans son déroulement, le délégué du Ministre a indiqué

« Cela concerne uniquement les procédures qui seraient déjà en cours avant l'entrée en vigueur de cet arrêté et qui continueraient après celle-ci. Si le candidat indique qu'il est dans l'incapacité de réaliser la procédure de sélection de manière numérique, la procédure de sélection via cette manière n'aura pas lieu.

[...] le § 1^{er} imposera d'indiquer cela dans la communication des modalités qui sera faite au candidat sur base du § 2. Ceci toujours pour ce qui concerne uniquement les procédures qui seraient déjà en cours avant l'entrée en vigueur de cet arrêté et qui continueraient après celle-ci ».

Dans un souci de sécurité juridique, la disposition à l'examen exprimera plus clairement les intentions de l'auteur du projet. Il lui appartiendra par ailleurs d'être en mesure de justifier, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, pourquoi la possibilité aménagée par le paragraphe 1^{er} n'est applicable qu'aux procédures en cours et non aux procédures qui seraient entamées après l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

Articles 4 et 5

Les articles 4 et 5 seront intervertis.

Article 4 (devenant 5)

Les mots « Les ministres fonctionnellement compétents sont, chacun pour ce qui les concernent, chargés » seront remplacés par les mots « Le Ministre qui a la Fonction publique et la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente dans ses attributions est chargé ».

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

“Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de uitzonderlijke sanitaire crisis ten gevolge van Covid-19 die België momenteel doormaakt en de huidige en toekomstige maatregelen, waaronder de lockdown, die zijn genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken en die elke vorm van activiteit op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertragen en gevolgen hebben voor de goede werking van de verschillende openbare diensten en instellingen van openbaar nut.

Om zo goed als mogelijk de continuïteit van de openbare diensten tijdens de Covid-19 pandemie te garanderen, wordt er met dit voorontwerp van besluit voorgesteld om voor de interne administratieve procedures en de procedures met betrekking tot de interne en externe selectie van het personeel voor de Overheidsdiensten, de instellingen en de andere gewestelijke entiteiten op digitale wijze te organiseren”.

Krachtens artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moet de motivering van het spoedeisend karakter, die in de adviesaanvraag opgegeven wordt, in de aanhef van het besluit overgenomen worden.

In casu is dat vereiste evenwel niet helemaal vervuld.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGROND¹

1. In de aanhef van het ontwerp wordt als rechtsgrond tegelijk verwezen naar de

¹ Zie hierover, *mutatis mutandis*, advies 67.169/4, op 1 april 2020 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 2020 ‘betreffende de steun aan opvangvoorzieningen in het kader van de gezondheidscrisis van COVID-19’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67169.pdf>; advies 67.248/2, op 20 april 2020 gegeven over een ontwerp van bijzonderemachtenbesluit nr. xx van de Waalse Regering ‘permettant de déroger aux règles et conditions d’octroi des prestations familiales aux enfants de plus de 18 ans’; advies 67.315/2, gegeven op 4 mei 2020 over een ontwerp van koninklijk besluit nr. XX ‘tot tijdelijke schorsing, ingevolge de COVID-19-pandemie, van de toepassing van de voorwaarde dat het tijdvak van arbeidsongeschiktheid in de uitkeringsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten ten vroegste kan aanvangen op de datum van ondertekening van het getuigenschrift van arbeidsongeschiktheid’; advies 67.341/4, op 7 mei 2020 gegeven over een ontwerp van besluit nr. 2020/XXX van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘van bijzondere machten inzake het uitstellen van de niet-genomen jaarlijkse vakantiedagen door de personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten en de diensten van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten gevolge van de Covid-19 pandemie’.

bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’, inzonderheid” artikel 40, § 1, en naar de ordonnantie van 19 maart 2020 ‘om bijzondere machten toe te kennen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van de gezondheids crisis Covid-19’, “inzonderheid” artikel 2.

Artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 1 januari 1989 bepaalt het volgende:

“Artikel 87 van de bijzondere wet is van overeenkomstige toepassing op het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest vanaf het ogenblik waarop de Regering de diensten en het personeel vermeld in § 2 van dit artikel heeft overgenomen”.²

Voorts zijn, in het kader van die gezondheids crisis, aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bijzondere machten toegekend bij de ordonnantie van 19 maart 2020.

Artikel 2, § 1, van die ordonnantie luidt als volgt:

“Teneinde het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in staat te stellen om te reageren op de COVID-19-pandemie kan de Regering alle passende maatregelen nemen om, onder bedreiging van ernstig gevaar, elke situatie die een probleem vormt te voorkomen en met spoed aan te pakken binnen het strikte kader van de COVID-19-pandemie en de gevolgen ervan, onder meer op de volgende gebieden:

(...)

- maatregelen met betrekking tot het gewestelijk openbaar ambt”.

De steller van het ontwerp moet kiezen op basis van welke rechtsgrond hij het ontwerpbesluit wil vaststellen.

2. Aangezien het voorliggende ontwerp geen enkele wettelijke bepaling opheft, wijzigt, aanvult of vervangt, zou de regering dat ontwerp kunnen opvatten als een exclusieve tenuitvoerlegging van artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989.³

Dat lijkt echter niet de bedoeling te zijn, gelet op de nummering en het opschrift “besluit (...) met bijzondere machten” van het ontwerp.

Voorts blijkt dat de vormvereisten, voorgeschreven voor de tenuitvoerlegging van gewone machtigingen waarover de regering beschikt, niet vervuld zijn en ook momenteel niet vervuld worden. Om vrijgesteld te kunnen worden van de vervulling van de voorafgaande

² Artikel 87 van de bijzondere wet is artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, waarvan paragraaf 3, eerste lid, het volgende bepaalt: “de Gemeenschappen en de Gewesten stellen de regeling vast die betrekking heeft op het administratief en geldelijk statuut van hun vast, tijdelijk en hulppersoneel, met uitzondering van de pensioenregeling. Inzake de pensioenregeling is hun personeel onderworpen aan de wettelijke en statutaire regelen die van toepassing zijn op het vast, tijdelijk en hulppersoneel van het Rijk”.

³ Dan aan te vullen met alle andere rechtsgronden waaraan uitvoering wordt gegeven. Die rechtsgronden zijn terug te vinden in de verschillende wetgevende teksten betreffende, of tot oprichting van, de Brusselse instellingen van openbaar nut waarvan de ambtenaren op basis van een machtiging waarin die teksten voorzien, onder de werkingssfeer vallen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

vormvereisten is het, gelet op artikel 2, § 4, van de ordonnantie van 19 maart 2020, echter effectief vereist dat de regering haar optreden grondvest op artikel 2, § 1, van die ordonnantie.

3. In het licht van die elementen en gelet op het feit dat de regering op rechtsgeldige wijze een bijzonderemachtenbesluit kan vaststellen ter goedkeuring van de beoogde maatregelen inzake het gewestelijk openbaar ambt aangezien ze daartoe uitdrukkelijk wordt gemachtigd bij artikel 2, § 1, zesde streepje, van de ordonnantie van 19 maart 2020, oordeelt de afdeling Wetgeving dat het ontwerpbesluit zijn rechtsgrond uitsluitend aan die laatstgenoemde bepaling ontleent.

De hiernavolgende opmerkingen worden geformuleerd rekening houdende met die ene rechtsgrond.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Gelet op de hierboven gemaakte opmerkingen over de rechtsgrond, dient het eerste lid te worden weggelaten, alsook, in het tweede lid (dat het eerste lid wordt), het woord “inzonderheid”.

2. Het derde en het vierde lid moeten worden weggelaten.

3. Het vijfde lid moet worden gesplitst zodat in twee aparte leden wordt verwezen naar:

- vooreerst de motivering van het verzoek om spoedbehandeling;

- en vervolgens het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State; dat lid moet dan als volgt worden gesteld:

“Gelet op advies 67.398/4 van de Raad van State, gegeven op 18 mei 2020 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.⁴

4. Naar het besluit dat in het zesde lid wordt vermeld, moet worden verwezen in de vorm van een overweging.

5. Weliswaar wijkt het ontwerp op zich niet af van de regels betreffende de selectieprocedures en -examens voor de statutaire of contractuele personeelsleden van de Brusselse gewestelijke openbare diensten of van de Brusselse instellingen van openbaar nut, en voorziet het slechts in een nadere regel voor de organisatie van die procedures en examens. Toch

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.2 en formule F 3-5-3.

is het aangewezen telkens in een apart lid en in de vorm van een overweging te verwijzen naar de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die op die personeelsleden van toepassing zijn, aangezien laatstgenoemden, overeenkomstig het voorliggende ontwerp, mogelijk te maken krijgen met een selectieprocedure of een selectietest, vastgesteld in die besluiten, die op digitale wijze verloopt.

Dit zijn de te vermelden besluiten:⁵

- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’;
- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’;
- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’;
- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’;
- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp’.⁶

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Aangezien de gemachtigde van de minister bevestigt dat enkel de selectieprocedures van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden bedoeld, moeten in paragraaf 1 de woorden “, de instellingen en de andere gewestelijke entiteiten” worden vervangen door de woorden “en voor de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”.

Het opschrift van het ontworpen besluit moet in dezelfde zin worden herzien.

⁵ Zie de bijzondere opmerking over artikel 1 van het ontwerp.

⁶ De Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp is inderdaad een Brusselse instelling van openbaar nut, krachtens artikel 3, § 1, van de ordonnantie van 19 juli 1990 ‘houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp’, en het operationeel personeel van de DBDMH valt onder een ander statuut dan dat van de andere personeelsleden van de Brusselse instellingen van openbaar nut. In het ontwerp moet dus worden aangegeven dat het ontwerp wordt voorgedragen en ondertekend door de minister bevoegd voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp.

2. In diezelfde paragraaf 1 wordt bepaald dat de interne of externe selectieprocedures die mogelijk op digitale wijze verlopen, “onder meer” de rekrutering, de overplaatsingen en de promoties betreffen. Het gebruik van de woorden “onder meer” suggereert dat dat mogelijk ook voor andere soorten procedures geldt. Naar aanleiding van een vraag hierover heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

“D’autres types de procédure sont en effet concernés. Il s’agit de la mobilité intra-régionale et externe”.

Het ontwerp moet alle procedures vermelden die op digitale wijze kunnen worden georganiseerd. In paragraaf 1 dienen de woorden “onder meer” dus te worden weggelaten en moeten naast de reeds vermelde procedures ook uitdrukkelijk de procedures betreffende de intraregionale en externe mobiliteit worden vermeld.

3. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat artikel 1, § 2, tweede streepje, beter aanvullend zou vermelden dat de technische methode waarop men een beroep doet, beveiligd moet worden, overigens met dien verstande dat de bepaling zo moet worden opgevat en toegepast dat de regels voor de organisatie van de procedure, los van de minimale waarborgen die het ontwerp uitdrukkelijk in het vooruitzicht stelt, ook in overeenstemming moeten zijn met alle regels en beginselen van het bestuursrecht die de objectiviteit van de digitaal georganiseerde examens waarborgen.

Artikel 2

In paragraaf 1 wordt het volgende bepaald:

“De in artikel 1 bedoelde procedures die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit lopen, kunnen in digitale vorm worden voortgezet, behalve wanneer een kandidaat of de dienst die verantwoordelijk is voor de organisatie van de procedure of de test dit onmogelijk acht”.

Naar aanleiding van de vraag of het volstaat dat een kandidaat aangeeft dat een lopende selectieprocedure voor hem onmogelijk in digitale vorm kan worden voortgezet om aldus die procedure op te schorten, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

“Cela concerne uniquement les procédures qui seraient déjà en cours avant l’entrée en vigueur de cet arrêté et qui continueraient après celle-ci. Si le candidat indique qu’il est dans l’incapacité de réaliser la procédure de sélection de manière numérique, la procédure de sélection via cette manière n’aura pas lieu.

(...) le § 1^{er} imposera d’indiquer cela dans la communication des modalités qui sera faite au candidat sur base du § 2. Ceci toujours pour ce qui concerne uniquement les procédures qui seraient déjà en cours avant l’entrée en vigueur de cet arrêté et qui continueraient après celle-ci”.

Omwille van de rechtszekerheid moet de voorliggende bepaling de bedoelingen van de steller van het ontwerp duidelijker weergeven. Deze laatste moet voorts ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet kunnen rechtvaardigen waarom de mogelijkheid waarin

paragraaf 1 voorziet, alleen voor de lopende procedures geldt en niet voor de procedures die na de inwerkingtreding van het ontworpen besluit zouden worden opgestart.

Artikelen 4 en 5

De artikelen 4 en 5 moeten onderling van plaats worden gewisseld.

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt)

De woorden “De functioneel bevoegde ministers zijn belast, voor het deel dat hen betreft” moeten worden vervangen door de woorden “De minister bevoegd voor Openbaar Ambt en voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp is belast”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET